

Simulation de la participation des salariés sur la base de modalités alternatives de restructuration du groupe WKF en France

Note pour le CE de WKF - 8 mars 2012

Version hors pages présentant les calculs – La pagination initiale a été maintenue

Contexte et démarche de travail

Contexte de notre intervention

- **Suite aux opérations de restructuration juridiques et financières réalisées en France en 2007 par le groupe WKF,**
 - ❖ opérations qui se sont traduites notamment **par un endettement accru de la société française vis-à-vis du groupe, des résultats** pénalisés par de lourdes charges financières **qui se sont révélés insuffisants pour dégager une réserve de participation positive entre 2008 et 2010**

le CE de WKF France a souhaité déclencher une expertise de gestion.

- Dans ce cadre, **un expert a été désigné** par ordonnance de référé du 14 décembre 2010 du tribunal de commerce de Nanterre. **Son rapport a été remis fin octobre 2011.**
- **Par ailleurs, le cabinet Tandem a élaboré une note proposant des solutions alternatives à celles retenues par le groupe en 2007,** note que l'expert de gestion a intégrée à son rapport.
- Dans le prolongement de ces travaux, **le CE a souhaité que le cabinet Tandem rédige une note technique portant sur :**
l'estimation du montant de la participation des salariés entre 2007 et 2010 si l'une des alternatives que nous avons évoquées dans notre précédente note avait été retenue.

Rappel des modalités retenues en 2007 par le groupe WKF

➤ **L'opération réalisée en 2007 s'est traduite par de multiples étapes juridiques. Les principales étapes sont rappelées ci-dessous :**

1/Création des entités WKA et WKB, futures WKF et Teleroute

2/Acquisition par WKF Holding des titres détenus par GL dans Lamy (1,37 %)

3/Cession des titres GL et Lamy détenus par WKF Holding à WKA (filialisation des entités GL et Lamy)

- ✓ **La valorisation des titres a été réalisée à la valeur de marché estimée par le cabinet Mazars**
- ✓ **Cette vente s'est traduite par un endettement de WKA (future WKF) vis-à-vis de WKF Holding**

4 /Transmission universelle des patrimoines des entités Lamy et GL au sein de WKA (future WKF)

5/Apport partiel d'actif de l'activité Teleroute de WKA à WKB

6/WKA devient WKF (dénomination actuelle) et WKB devient Teleroute

- ✓ Précision : l'objectif initial de créer une branche Transport Service filiale de WKF Holding n'a jamais été réalisé (contrairement au document correspondant à l'information-consultation)

Rappel des alternatives proposées par le cabinet (1/2)

- **Le choix d'opérations juridiques retenu par la direction est complexe alors qu'il existait des alternatives juridiques plus simples répondant aux objectifs organisationnels justifiant le projet de rapprochement des entités :**
 - 1/Une fusion-absorption classique entre le Groupe Liaison et Lamy puis cession du fonds de commerce Teleroute à WK B SAS
 - 2/Une TUP (ou fusion simplifiée pour intervention d'un commissaire aux apports) des entités Groupe Liaisons et Lamy à Holding Wolters Kluwer France puis cession du fonds de commerce Teleroute à WK B SAS
 - 3/Une TUP du Groupe Liaisons au sein de Lamy, avec au préalable le rachat des parts du Groupe Liaisons à Holding WKF par Lamy
- **Avis de l'expert judiciaire sur ces alternatives (Extrait du rapport) :**

« Les solutions alternatives proposées par le Comité d'entreprise de la société WKF n'apparaissent donc ni incohérentes, ni irréalistes.

L'opération de restructuration du Groupe aurait pu techniquement être réalisée au moyen de l'une de ces trois solutions alternatives...

Mais, toujours selon l'expert, ces alternatives "... ne répondent que partiellement aux objectifs... lesquels visaient à augmenter les masses bilanciennes..."

Rappel des alternatives proposées par le cabinet (2/2)

- **Toutefois, on peut s'interroger sur les objectifs visés** dès lors qu'outre l'augmentation des masses bilancielle, **l'opération de restructuration réalisée s'est également traduite par une détérioration des équilibres financiers de la société WKF**, un taux d'endettement très élevé représentant 1,5 fois ses fonds propres, et **une dégradation de sa rentabilité** (affectée par les lourdes charges financières liées à l'emprunt). D'ailleurs, dès 2008, la perte nette enregistrée (impact notamment de la dépréciation du fonds de commerce) a "absorbé" la quasi-intégralité des fonds propres de la société.
- Par ailleurs, si l'intérêt avancé de l'opération était l'atteinte d'une taille critique en vue d'une acquisition ultérieure, la réalité des faits est en contradiction avec cette volonté affichée :

la société WKF ne s'est portée candidate à aucun rachat

et bien au contraire, **des cessions de branches ont été ou sont envisagées**

- ❖ Tourisme et Transport en 2009 et Annonces Légales (BDP 2011-2013)
- ❖ Santé (point d'information au CE de janvier 2012)

des cessions ont même été réalisées

- ❖ Cession Val Solutions et la Tribune de l'Assurance générant de fortes moins-values en 2010

Notre démarche de travail

- **Par conséquent, nous allons reprendre les différentes alternatives évoquées et évaluer quel aurait été le montant de la participation entre 2007 et 2010 si une de ces alternatives avait été adoptée.**

Volontairement, nous nous limiterons aux deux premières hypothèses qui ne prévoient pas de revalorisation des sociétés (même partielle), et donc pas de recours à l'endettement, ce qui nous semble plus logique dans le cadre d'une restructuration purement interne au groupe.

- Sur la base des documents dont nous disposons et sur la base d'hypothèses de travail, **nous calculerons et évaluerons les différents paramètres entrant dans le calcul de la participation.** (Cf. ci-après la formule légale de calcul de la RSP)

Pour les capitaux propres, nous partirons des capitaux propres connus à fin juin 2007 de Groupe Liaisons et Lamy, ainsi que de la Holding (mais uniquement dans le cadre de la seconde hypothèse), et que nous modifierons en fonction des hypothèses retenues.

Pour les résultats de la période de mi-2007 à 2010, nous partirons principalement des résultats fiscaux de WKF que nous retraiterons en fonction des hypothèses retenues et également des résultats de la Holding WKF (dans le cadre de la seconde hypothèse).

Enfin, pour les salaires et la VA entrant dans le calcul de la RSP, nous appuierons sur les données de WKF (sans retraitement) et de HWKF (dans le cadre de la seconde hypothèse).

Rappel des dispositions légales en matière de calcul de la réserve spéciale de participation

Pour la détermination de la réserve spéciale de participation, le Code du travail (Code du travail, art. L.3321-1 et suivants) prévoit l'application de la formule légale suivante.

$$RSP = \frac{1}{2} [(B - 5 \% C) * (S/VA)]$$

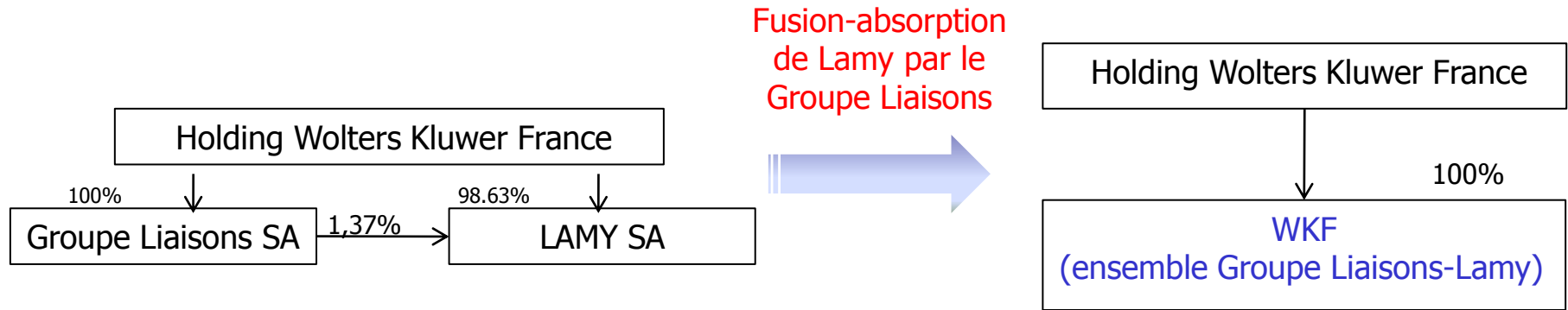
dans laquelle :

- B** représente le bénéfice net, **bénéfice fiscal** après déduction de l'impôt correspondant ; à savoir l'impôt au taux droit commun, après imputation des crédits d'impôt.
- C** représente **les capitaux propres** de l'entreprise comprenant le capital social, les primes liées, les réserves, le report à nouveau, ainsi que les provisions ayant supporté l'impôt et les provisions réglementées constituées en franchise d'impôt.
- S** représente **les salaires** versés au cours de l'exercice.
- VA** représente la valeur ajoutée par l'entreprise. Elle se calcule, en ajoutant au résultat courant les charges de personnel, les impôts et taxes (hors taxes sur le chiffre d'affaires), les charges financières, les dotations de l'exercice aux amortissements et aux provisions (hors celles comptabilisées en exceptionnelles).

Ainsi, dès lors que **l'entreprise réalise un bénéfice** (fiscal et non-comptable) et qu'il est **suffisant** (au moins supérieur à la rémunération théorique des actionnaires), il **doit y avoir constitution d'une réserve spéciale de participation.**

Simulation RSP si hypothèse 1 retenue

Hypothèse 1 : fusion absorption classique entre le Groupe Liaisons et Lamy



- L'opération a lieu entre 2 sociétés sous contrôle commun, la valorisation des apports serait effectuée à la valeur nette comptable :
- Cette solution n'engendrerait ni endettement, ni produit exceptionnel du fait même de la nature de la fusion qui est un principe d'échange d'actions.

Hypothèse 1 : évaluation du montant de la participation sur la base des paramètres précédemment déterminés

en K€	2007 *	2008	2009	2010	cumul sur la période
B	18 307	21 753	6 853	9 284	
5% C	5 277	5 400	5 562	5 668	
SVA	35,9%	38,6%	40,1%	39,3%	
Estimation participation si absorption de Lamy par GL RSP = 1/2 (B-5% C) * SVA	2 339	3 159	259	711	6 468
Participation effectivement versé	329	0	0	0	329
Complément de participation si absorption Lamy par GL	2 010	3 159	259	711	6 139

* second semestre 2007

➤ **Sur la période analysée** (2nd semestre 2007 à fin 2010), **si l'hypothèse 1** (fusion de Lamy par Groupe Liaisons) **avait été retenue, la participation des salariés se serait élevée à 6,5 M€ soit + 6,1 M€ par rapport à ce qui a été finalement généré** (réserve positive uniquement au 2nd semestre 2007 et ensuite absence de participation)

❖ compte tenu des fonds propres moins élevés et de résultats plus importants

Simulation RSP si hypothèse 2 retenue

Hypothèse 2 : transmission universelle de patrimoine au sein de Holding Wolters Kluwer France

Transmission Universelle de Patrimoine de Lamy et Groupe Liaisons dans Holding WKF



- **Au préalable à cette opération et comme dans l'opération finalement réalisée, Holding Wolters Kluwer rachète les 1,37 % de Lamy détenu par le Groupe Liaisons**
- **Par la suite une TUP à Holding Wolters Kluwer avec une valorisation des apports à la VNC : au-delà de l'actif net apporté, seul un Mali technique est à comptabiliser**
 - ❖ Par la suite, réalisation des opérations au niveau inférieur pour les TUP des différentes filiales dans Holding WKF et la cession du fonds de commerce à WKB (Teleroute).
- **Comme précédemment, cette solution n'engendrait ni endettement, ni produit exceptionnel**

Hypothèse 2 : évaluation du montant de la participation sur la base des paramètres précédemment déterminés

en K€	2007 *	2008	2009	2010	cumul sur la période
B	12 239	11 156	2 169	5 808	
5% C	3 960	4 035	4 038	4 001	
S/VA	39,1%	38,9%	40,1%	36,0%	
Estimation participation si TUP Lamy et Groupe Liaisons à HWKF	1 620	1 386	0	325	3 331
RSP = 1/2 (B-5% C) * S/VA					0
Participation effectivement versé	329	0	0	0	329
Complément de participation si TUP Lamy et GL à HWKF	1 291	1 386	0	325	3 002

* second semestre 2007

- **Sur la période analysée (2nd semestre 2007 à fin 2010), si l'hypothèse 2 (TUP de Lamy et Groupe Liaisons à la Holding HWKF) avait été retenue, la participation des salariés se serait élevée à 3,3 M€ soit + 3 M€ par rapport à ce qui a été finalement généré (réserve positive uniquement au 2nd semestre 2007 et ensuite absence de participation).**
 - ❖ Mais l'hypothèse 2 est moins favorable que l'hypothèse 1 en raison d'un résultat d'ensemble pénalisé par le résultat de la Holding qui intègre des frais financiers sur des emprunts groupe non liés à la restructuration réalisée en 2007.

En conclusion

En Conclusion (1/2)

- “De fait, **les opérations de restructuration** telles qu’elles ont été entreprises **ont privé les salariés du groupe de toute participation des salariés entre 2008 et 2010**” (extrait du rapport de l’expert judiciaire).
- **Si l’une des deux alternatives de restructuration** que nous avons proposée dans notre précédente note avait été retenue, le montant de **la participation aurait été sur la période de mi-2007 à fin 2010** (soit 3,5 ans) **de 6,5 M€ dans l’hypothèse haute** (hypothèse 1) **et de 3,3 M€ dans l’hypothèse basse** (hypothèse 2).
 - ❖ dans chacune des deux alternatives, pas de revalorisation des actifs, ni emprunt, ce qui permet de limiter le niveau des fonds propres et de ne pas obérer les résultats par des frais financiers élevés.
- Notons **que pour les années antérieures à la restructuration, la participation cumulée de 2004 à mi-2007** (soit 3,5 ans) **s’est élevée à 16,6 M€ au niveau du groupe WKF** (Cf. tableau ci-après).
- **Outre la restructuration juridique, d’autres facteurs ont pesé sur le niveau de la participation notamment**
 - ❖ l’évolution défavorable de l’activité et des résultats opérationnels du groupe WKF entre 2008 - 2010 ;
 - ❖ mais, aussi, la filialisation de l’activité Teleroute.

Les dividendes reçus par WKF n’entrent pas en compte dans son résultat fiscal (hormis une quote-part de 5 % et ce, afin d’éviter une double imposition) **et donc pas dans le calcul de la participation ; alors qu’auparavant le résultat de l’activité de Teleroute était intégré dans les résultats de Lamy et contribuait positivement à la participation de Lamy.**

Soulignons que les salariés de Teleroute ont pu bénéficier d’une participation aux résultats sur la période mi-2007-2010.

En Conclusion (2/2)

➤ Tableau de synthèse : évolution de la participation avant et après la restructuration et simulation de la participation si d'autres modalités avaient été retenues

en K€	2007 *	2008	2009	2010	cumul sur la période
RSP hypothèse 1 (Fusion Lamy par GL)	2 339	3 159	259	711	6 468
RSP hypothèse 2 (TUP Lamy et GL à HWKF)	1 620	1 386	0	325	3 331
RSP réel WKF	329				329

* second semestre 2007

Pour mémoire

en K€	2004	2005	2006	2007**	cumul sur la période	Source d'information
RSP Groupe Liaisons	1 661	1 201	1 802	651	5 314	Rapport Expert judiciaire
RSP Le Point Vétérinaire	0	93	73		166	Rapport Expert judiciaire
RSP Lamy	3 072	3 017	2 858	817	9 763	Rapport Expert judiciaire
RSP Annonces et Formalités Légales	186	202	115	62	564	Rapport Expert judiciaire
Petites Affiches Seine et Oise	48	55	58	34	196	Rapport Expert judiciaire
Val Solutions et Préventions	159	212	195		567	Rapport Expert judiciaire
Totat général	5 125	4 780	5 102	1 563	16 570	Calcul

* second semestre 2007

** Premier semestre 2007, source eapport Secafi